

Une société en quête de sens et de confiance

CLAIRE HEDON

NATHALIE SARTHOU-LAJUS

MGR ULRICH

XAVIER BERTRAND

CLEMENS LADENBURGER

CLAIRE HEDON¹

Une société en quête de sens et de confiance : comment avoir confiance dans une société qui exclut ? Car vivre en situation de pauvreté, c'est se sentir exclu de la société. Je vais aborder trois points avec vous :

- ☞ Que veut dire vivre dans la pauvreté aujourd'hui ?
- ☞ Comment faire pour que les plus pauvres participent à la société ?
- ☞ Que faire pour être plus inclusif ?

Les chiffres de la pauvreté

Voyons d'abord les chiffres : plus de 9 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté en France, ce qui représente à peu près 14,3 % de la population française selon les derniers chiffres de l'Insee, en augmentation cette dernière année. Le seuil de pauvreté est fixé à 60 % du revenu médian, aux alentours de 1 050 € par mois. Le revenu médian est à 1 800-1 900 €, c'est-à-dire qu'une moitié de la France gagne plus tandis que l'autre moitié gagne moins.

Un autre seuil utilisé par l'Observatoire des inégalités est à 50 % du revenu médian, soit moins de 850 €, et concerne 5 millions de personnes. Un troisième chiffre – qui montre la très grande pauvreté, ceux que nous suivons à ATD Quart Monde – est fixé à 40 %, soit moins de 680 €, et concerne 2,2 millions de personnes. Comment fait-on pour s'alimenter correctement avec 680 € ? Ces chiffres ne disent pas tout de la pauvreté. Car la réalité de la pauvreté, c'est le non-accès aux droits, au travail, au logement, à une éducation de qualité, à la santé, à la culture.

Nous avons, pendant trois ans, mené une étude avec l'université d'Oxford sur ces dimensions de la pauvreté et ceci avec des personnes en situation de précarité comme co-chercheurs, donc pas seulement pour être auditionnées. Nous l'avons menée dans six pays, trois pays du Nord – France, Grande-Bretagne et États-Unis – et trois pays du sud – Bolivie, Tanzanie et Bangladesh. Dans chacun de ces pays, l'étude réunissait des chercheurs de haut niveau et des personnes en situation de précarité, dont le résultat final a été co-écrit avec elles. Évidemment sont ressorties les dimensions classiques : revenus insuffisants, privation matérielle et sociale, manque de travail décent, de logement. Sont aussi remontées d'autres dimensions nouvelles, comme la peur et la souffrance, la dégradation de

1 Claire Hédon est présidente d'ATD Quart Monde.

la santé physique et mentale, la maltraitance sociale, c'est-à-dire le regard que nous portons sur les plus pauvres, souvent discriminants.

On se pose facilement la question de savoir ce que ces personnes ont raté pour se retrouver dans cette situation, alors qu'il faudrait se demander ce que la société a raté pour qu'elles y soient. De fait, la société est maltraitante. En voici un exemple : certes, il faut lutter contre la fraude, mais à force de lutter contre la fraude au RSA, on crée de l'exclusion, les gens n'osent même plus le demander, et on a un taux de non recours (c'est-à-dire de gens qui devraient bénéficier du RSA et qui ne le demandent pas) de 30 %. D'autres dimensions sont également ressorties : l'isolement, la dépossession du pouvoir d'agir, les compétences acquises qui ne sont pas reconnues. La maltraitance institutionnelle existe.

C'est en la comprenant mieux qu'on luttera mieux contre la pauvreté. Nous nous désolons à cet égard de la disparition de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) qui va être intégré au Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) mais avec une forte diminution de moyens. Je ne pense pas que ce soit en étudiant moins la pauvreté qu'on luttera mieux contre elle, cela ne me paraît pas être un bon signal.

La participation

Quand on essaie de mieux comprendre cette pauvreté, on comprend qu'il faut donner la parole aux personnes et leur permettre de participer. La participation est inhérente au fonctionnement d'ATD Quart Monde, créé par Joseph Wresinski, prêtre et issu lui-même de la grande pauvreté. Il a vécu comme une humiliation le fait qu'on ne demande jamais leur avis aux pauvres sur ce qu'ils pouvaient vouloir. L'objectif a donc été, dès le début, de donner la parole aux plus pauvres et surtout de construire avec eux. Nous avons, pour cela, plusieurs lieux, comme les universités populaires Quart Monde, où ensemble nous élaborons une pensée du mouvement et de ce que nous voulons en termes de lutte contre la pauvreté.

Récemment, nous avons travaillé sur le revenu universel, le réchauffement climatique, l'accès aux soins, l'école – on sait que l'échec scolaire, qui voit 100 000 jeunes sortir sans qualification du système scolaire, fait le lit de la pauvreté. Je vais prendre un exemple de ce que peut apporter cette participation des plus pauvres. Quand est venue, dans le débat des élections présidentielles, la question du revenu universel, on nous a demandé ce qu'on en pensait. Mais qu'en pensent les plus pauvres ? La première chose qui est ressortie c'est : « nous, on veut travailler, parce que c'est le seul moyen d'être inséré dans la société ». Ensuite sont venues d'autres choses comme le montant qui ne serait pas suffisant et le regard qui n'allait pas changer sur les plus démunis.

Dans le projet de réforme du RSA, le revenu universel d'activité (REA) propose d'agréger l'ensemble des aides sociales. Les personnes en position de précarité nous ont tout de suite dit que, si on incluait les Aides personnalisées au logement (APL) dans le REA, ce serait pour eux une catastrophe : « Si on nous donne l'argent directement alors que c'est habituellement versé au bailleur social, nous sommes dans de telles difficultés financières en fin de mois, obligés de faire des arbitrages sur ce qu'on va payer ou non, et le risque est de ne pas payer le loyer en accumulant encore plus de dettes sur le logement. » Voilà à quoi nous sert la participation des personnes et comment cela nous permet de raisonner différemment.

Je n'ai pas vécu dans la pauvreté et il y a des choses que je ne sais pas. Et j'apprends de l'intelligence des pauvres, Beaucoup d'entre eux, s'ils étaient nés dans un autre milieu, auraient réussi. À l'inverse, je ne suis pas sûre que j'aurais l'énergie qu'ils mettent pour s'en sortir.

Que faut-il faire ?

Une première chose dont nous sommes convaincus, c'est que les droits sont indivisibles. On a un peu tendance à travailler sur des dispositifs, l'un sur l'école, l'autre sur la santé, un troisième sur le travail, alors que ces droits sont indivisibles et qu'il faut travailler sur l'ensemble en même temps. C'est ce que nous faisons dans notre centre d'hébergement de Noisy-le-Grand où nous accueillons une trentaine de familles et où nous travaillons avec elles sur toutes les questions : éducation des enfants, soutien scolaire, aide pour trouver un logement définitif, travail et aussi accès à la culture, car la culture nous fait du bien à tous et permet de raisonner différemment.

« Territoire zéro chômeur de longue durée »

Je voulais vous parler du projet « Territoires zéro chômeur de longue durée ». Le chômage de longue durée coûte à l'État 43 milliards € par an, soit en moyenne 18 000 € par personne : un tiers de minima sociaux, un tiers d'argent qui ne rentre pas dans les caisses de l'État – impôts, taxes, cotisations sociales – et un tiers de dépenses à plus long terme dans les domaines de l'éducation, de la santé mais aussi de la délinquance. Donc, il y a de l'argent. Par ailleurs, on manque d'emploi, mais pas de travail. On constate qu'il y a énormément de choses qui manquent dans les territoires, en termes d'aide à la personne ou de protection de l'environnement, par exemple. Nous avons bataillé pour obtenir une loi en 2016 qui a permis de sélectionner dix territoires, ruraux et urbains. Sur ces territoires, onze entreprises à but d'emploi (EBE) ont été créées qui reçoivent cette aide de l'État de 18 000 € et vont embaucher en CDI l'ensemble des chômeurs de longue durée. La Fabrique de l'emploi ici, dans le Nord, à Loos et Tourcoing, a beaucoup travaillé sur cette question d'exhaustivité. Ce qui est compliqué est de parvenir à un équilibre économique, car les 18 000 € de l'État, qui ont d'ailleurs baissé récemment, ne suffisent pas. Un Smic chargé est aux alentours de 22-23 000 € et si on ajoute les locaux, les frais et l'encadrement, on dépasse ce montant. Il faut donc aller chercher suffisamment d'activités rémunératrices pour trouver l'équilibre.

Dans son film *Nouvelle cordée*, Marie-Monique Robin est allée à Mauléon (Deux-Sèvres) filmer une EBE, et montre à quel point l'accès au travail change la vie des gens, à plusieurs titres. D'abord parce qu'ils se sentent insérés dans la société, et que, contrairement à ce qu'on entend parfois dire, on vit beaucoup mieux au Smic qu'au RSA, car toutes les aides ne s'arrêtent pas quand on est au Smic. Cela démontre qu'on peut trouver du travail pour les personnes en chômage de longue durée et qu'on trouve aussi de l'argent puisque le chômage coûte cher à la société.

Le récent rapport de l'IGAS-IGF² et d'un comité scientifique sur cette expérience nous inquiète, car nous n'en partageons pas toutes les analyses. Nous demandons une extension de l'expérimentation, car nous pensons qu'il faut l'ouvrir à de nouveaux territoires pour continuer à expérimenter pendant les cinq prochaines années avant de faire un droit d'option qui ouvrirait le dispositif à tous ceux qui le souhaitent. Ce qui est intéressant, c'est que c'est un projet local de territoires qui réunit les élus locaux de tous bords, les artisans, les commerçants, les associations, Pôle emploi, les syndicats, les personnes en situation de pauvreté. Cela redonne confiance et montre qu'on peut travailler ensemble et être dans

une société inclusive. Ce projet nous paraît important parce que nous sentons que les personnes ont besoin de travailler pour être insérées dans la société.

Éducation : vers une société plus inclusive

Concernant l'éducation, nous sommes dans un système scolaire très excluant, qui réussit très bien aux élites, mais pas à l'ensemble de la société. La France est mal placée dans les études PISA faites par l'OCDE. 100 000 jeunes sortent sans qualification du système scolaire. On peut avoir fait toute sa scolarité en France et être en immense difficulté de lecture et d'écriture. Nous menons depuis deux ans une recherche avec une action et une expérimentation dans 20 collèges et écoles pour essayer de contrer cet échec scolaire et surtout d'éviter l'orientation vers les dispositifs Segpa (Section d'enseignement général et professionnel adapté) et Ulis (Unité spécialisée pour l'inclusion scolaire) qui rassemblent 90 % de personnes en situation de précarité. Les parents d'élèves ont aussi un rôle à jouer pour accueillir les familles en difficulté.

Je m'intéresse beaucoup aux mouvements de jeunesse qui se mobilisent sur le climat car ils s'intéressent aussi à la question sociale et ne dissocient pas la lutte contre le changement climatique de la lutte contre la pauvreté. Ils peuvent nous donner un espoir sur cette volonté de changer cette société pour en faire une société dans laquelle nous ayons plus confiance.

NATHALIE SARTHOU-LAJUS³

Pour répondre à la question qui m'a été posée, j'ai commencé par le sous-titre : comment retrouver le goût de faire communauté ? Je suis partie de l'étymologie, le mot communauté vient du latin *cum* (avec) *munus* (charge, dette), qui signifie le fait de mutualiser des obligations, de mutualiser ce que nous nous devons pour pouvoir vivre ensemble, pour faire communauté. Je trouve intéressant d'insister sur les dettes mutuelles au fondement de la communauté. En effet, nous sommes allés loin dans la réflexion sur les droits des individus en vue de leur émancipation, mais il nous faut maintenant revenir à ce que nous nous devons mutuellement si nous voulons faire communauté. Je retiendrai trois obligations principales : la confiance, la considération et la tolérance.

La confiance

Il me paraît urgent de surmonter la défiance. Sans confiance, aucune communauté n'est possible. Or la défiance est multiple : à l'endroit des élites qui sont accusées de faire sécession, c'est-à-dire de ne plus se préoccuper du bien commun, mais uniquement de la sauvegarde de leurs privilèges. Elle existe aussi à l'égard des plus précaires qui sont accusés d'être des assistés ou bien de résister aux changements qui semblent nécessaires.

La conférence de Jérôme Fourquet a présenté hier une image des différentes fractures avec cette figure de l'archipel. Mais on rencontre beaucoup de visions très polarisées de la société, qui opposent le monde en deux camps : les élites et le peuple, le monde d'en haut et le monde d'en bas, selon la terminologie de Christophe Guilluy.

3 Nathalie Sarthou-Lajus est philosophe.

L'essayiste David Goodhart, dans son ouvrage *Les Deux clans, la nouvelle fracture mondiale*⁴, oppose les « partout », les *anywhere*, cette élite très mobile, et les *somewhere* qui sont ancrés quelque part, et nous offre un éclairage britannique d'après Brexit.

Ces visions très polarisées ont le mérite de souligner les dérives de la mondialisation et d'entendre les inquiétudes de ceux qui se sentent déclassés dans une société de plus en plus mobile, de plus en plus performante et qui a été conçue pour et par les élites. Mais cette polarisation a des inconvénients, car elle a tendance à alimenter un climat de défiance mutuelle, voire de paranoïa, entre deux clans qui ne parleraient plus la même langue, qui ne pourraient plus se comprendre. Il me semble urgent de tisser des ponts, des passerelles entre ces clans. Surtout, la polarisation donne de nos identités individuelles et collectives une vision souvent caricaturale. D'ailleurs, les promoteurs de cette vision polarisée en sont tout à fait conscients. Plutôt que d'accuser les élites, dont nous avons besoin dans tous les domaines de la société, il serait plus intéressant de développer une plus grande diversité de modèles de vie réussie. Enfin les plus mobiles d'entre nous, qui vivons dans les grandes métropoles, conservons des attaches dans les territoires dont nous venons. Même sédentaires, nous avons la possibilité de nous déplacer ou de voyager, sinon physiquement, du moins virtuellement par les différents médias à disposition, dont les réseaux sociaux. Nous avons eu besoin de cette vision polarisée pour pointer les excès de la mondialisation, mais il faut en sortir.

La perte de confiance est liée aux promesses non tenues, bafouées parfois avec un certain cynisme par ceux qui nous gouvernent. Moins d'arrogance, moins de positions de surplomb de la part de ceux qui nous représentent, de la part d'une élite, qu'elle soit intellectuelle, religieuse, médiatique ou politique. L'aveu qu'ils peuvent se tromper, que différentes positions sont possibles, renforcerait certainement la disposition des citoyens à leur faire confiance. La confiance n'est pas simplement ce qui nous permet de créer des liens, mais aussi le fait d'aborder l'avenir comme une source de possibles.

Je suis en accord avec l'intervention de Bernard Perret qui disait que nous avons besoin de réalisme – c'est-à-dire qu'on ne nous raconte pas d'histoire sur les catastrophes en cours –, mais aussi d'utopies nouvelles qui ne sous-estiment pas non plus la puissance de l'inattendu que peut recéler l'avenir. Et ceci en vue de nouvelles transformations du monde. La force d'une encyclique comme *Laudato si'* est de concilier les deux, réalisme et utopie. La conversion écologique et sociale aujourd'hui nécessaire suppose de faire le choix de la confiance, de parier à la fois sur les hommes et leur capacité à se transformer et aussi de parier sur l'avenir en ne s'enfermant pas dans une vision uniquement catastrophiste.

La considération

Il faut prendre en compte le désir de reconnaissance, car cette question est centrale dans nos sociétés. Je vous invite à relire le philosophe Axel Honneth, notamment son ouvrage *La société du mépris*⁵. Les populations concernées par les manifestations des « gilets jaunes » n'étaient pas les plus précaires, mais elles s'inquiétaient de la fragilité de leur niveau de vie et elles partageaient un même sentiment d'être méprisées. Dans des sociétés où la conscience de classe est moins forte, où les rôles sociaux, familiaux, sont plus fragilisés, moins déterminés, les individus sont certainement plus exposés à

4 Les Arènes, 2019.

5 La Découverte, 2006.

l'isolement, à la concurrence et au sentiment de mépris, particulièrement dans des sociétés qui valorisent seulement la performance et la mobilité. Ceux qui échouent ou résistent au changement se sentent inférieurs. Il faudrait valoriser d'autres modèles de réussite. Tout le monde n'a pas la vocation d'être auto-entrepreneur, d'autant plus que ce statut est source de nouvelles précarités. Il faudrait revaloriser tous les métiers liés au soin. Le pape François a raison d'insister sur le fait que l'acte de soin est l'acte social le plus fondamental, celui qui a le plus de profondeur spirituelle. Cela a été une erreur de balayer avec une certaine condescendance les théories du *care* qui revalorisaient cet acte de prendre soin. Sa dimension politique a été écartée à cause du paternalisme ou du maternage supposés. Or, c'est tout le contraire : le soin a pour visée la considération des capacités des individus en situation de précarité.

La demande de considération manifeste aussi un désir de faire société autrement, de façon moins verticale, moins hiérarchique, dans une relation d'égalité aux autres, dans l'esprit de la sociabilité qui peut être créée dans les réseaux sociaux. Lors des manifestations de « gilets jaunes », il y avait un plaisir à parler en son nom propre, comme un citoyen ordinaire, à égalité avec un ministre ou un expert. Celui que Monsieur Macron a appelé avec condescendance « Jojo le Gilet jaune » avait un avis sur sa situation qu'il est nécessaire d'entendre.

La tolérance

La tolérance, c'est la capacité à faire vivre le dissensus dans nos démocraties. Ce n'est pas seulement notre système représentatif qui dysfonctionne, mais notre capacité à nous mettre à la place de ceux qui ne pensent pas comme nous, ceux qui ne vivent pas comme nous, ceux qui n'aiment pas comme nous. Nous vivons dans des sociétés moins homogènes, où la diversité sociale, religieuse, culturelle est beaucoup plus importante. Cette pluralité des modes de vie donne l'image d'une société plus fragmentée, que certains interprètent comme un effondrement, une impossibilité de partager un monde commun. Or, comme le souligne à juste titre David Goodhart : « Le multiculturalisme a fini par être synonyme de diversité entre les groupes plutôt qu'à l'intérieur des groupes. » Les diversités de communautés sont importantes, mais le danger est la perte de diversité au sein de chaque communauté. C'est ainsi que se développent les communautarismes où on ne fait confiance qu'à un cercle de proches, à ceux qui nous ressemblent, qui partagent la même culture, les mêmes valeurs que nous. C'est humain, car, quand nous sommes exposés à une plus grande pluralité, nous avons des réflexes de défense, des mécanismes de fermeture pour nous protéger. Mais je crois que personne n'a envie de vivre dans des communautés closes où tout le monde serait identique. La vitalité d'une communauté est dans sa capacité à faire vivre la diversité et aussi les conflits qui nous séparent.

Il existe différentes manières de faire communauté. L'une des premières formes, c'est co-exister – un mot qui est d'ailleurs l'intitulé d'une association qui œuvre au dialogue entre les religions. Co-exister, c'est une manière de vivre ensemble, qui tolère l'autre, qui lui fait une place, qui consiste à vivre côte à côte. Je n'ai pas à partager les mêmes pratiques, les mêmes convictions que les autres, ils n'ont pas à m'être sympathiques ou compréhensibles, je ne suis pas obligé d'en faire des amis potentiels, mais j'ai l'obligation de les tolérer et de me sentir concerné quand leur existence est menacée. L'expérience maximale de la communauté, c'est la communion, qui va plus loin que le simple fait de co-exister. Elle est dans une vibration commune, dans cette ferveur que partagent des personnes en assemblée, leur permettant de se vivre comme si elles ne faisaient plus qu'un, alors qu'elles sont différentes. Car ce qui

les unit à ce moment-là est plus fort que ce qui les sépare. Nous avons vécu un moment de communion lors de la victoire du Mondial en 2018, où j'ai vu, par exemple, une femme musulmane voilée d'un drapeau bleu-blanc-rouge. Ce sont, bien sûr, des moments de fête exceptionnels, et, le lendemain, les divisions recommencent, mais c'est bon de garder en mémoire la trace de ces moments de communion. Nous avons vécu aussi lors de l'incendie de Notre-Dame une communion qui dépassait largement la communauté catholique, voire la communauté nationale des Français. Ces partages de moments de communion sont importants pour retrouver le goût de la communauté.

Pour conclure, s'il faut combattre le mépris qui fonctionne toujours selon un axe vertical – du haut vers le bas, le mépris du peuple, et du bas vers le haut, la haine des élites –, il ne sert à rien d'attiser ces oppositions, car nous avons un besoin urgent de passerelles. Comme le souligne le politologue allemand Jan-Werner Müller : « Le populisme, ce n'est pas l'anti-élitisme, mais l'anti-pluralisme. »⁶ Notre défi le plus grand est de penser l'unité de la société dans sa pluralité. Le christianisme a des ressources pour penser cela.

MGR ULRICH⁷

La question se présente pour moi ainsi : nouveaux liens, nouveaux lieux, quelle responsabilité pour les communautés chrétiennes ?

Des initiatives variées

Nous en avons eu beaucoup d'exemples à travers les ateliers et les tables inspirantes. On peut énoncer des domaines où des innovations, rejoignant des attentes contemporaines en matière d'utilité sociale et de liens, sont mises en œuvre par des réalités ecclésiales, plus ou moins institutionnelles, plus ou moins d'initiatives privées, c'est-à-dire par des baptisés de tout statut personnel, et rassemblant des personnes qui veulent augmenter, restaurer, solidifier le lien social. Il ne faut pas simplement imaginer des opérations institutionnelles de l'Église, mais aussi des opérations associatives nées de l'initiative personnelle d'un certain nombre de gens.

Et l'occasion m'est ici donnée de parler de la Fondation dont j'ai voulu doter le diocèse pour soutenir des projets d'associations qui initient des actions dans les domaines de l'éducatif, notamment le retour de jeunes à l'insertion sociale, par l'emploi, par exemple, du culturel et du social : la « Fondation Treille Espérance », Treille évoquant le nom de notre cathédrale, Notre-Dame de la Treille.

Dans nos Églises diocésaines, dans les Églises protestantes et évangéliques, dans l'Église de Lille, et parmi les initiatives qui ont été présentées, débattues ce matin dans les tables inspirantes, on peut citer avec bonheur des activités qui doivent être classées dans des catégories différentes.

Solidarité

 Toutes les grandes associations caritatives et solidaires (Secours catholique, CIMADE, etc.) travaillent aussi bien sur les liens au quotidien que sur l'analyse des causes et sur les projets, l'analyse étant un des chemins par lesquels ces grandes associations travaillent avec beaucoup de persuasion et permettent d'emporter l'adhésion de nombreuses instances, comme le bilan annuel de la pauvreté du

6 Voir collection « Les Essentiels d'Études », L'Europe et ses populismes.

7 Mgr Ulrich est archevêque de Lille.

Secours catholique.

☞ L'ABEJ-solidarité, association d'origine et de tradition protestante, fondée en 1985, et d'abord visible grâce à un bus devant la gare de Lille Flandres, aujourd'hui ramifiée en plusieurs activités d'accueil de jour, de logement et d'autres accompagnements, cherche à repenser le travail social et ses dispositifs pour refaire société avec les personnes les plus en marge. C'est une très grande transformation qui s'est opérée dans cette association qui a commencé par répondre à des besoins immédiats de la rue et en a développé d'autres par la suite.

☞ La table inspirante « Travail soigné ? » : ce sont des acteurs du soin en première ligne des fractures sociales, une initiative de la Mission ouvrière de Lille. Ils constatent qu'il y a bien des difficultés pour ces travailleurs eux-mêmes qui devraient être mieux soutenus.

☞ Le Comptoir de Cana à Lille, (Dorothy et le bar Simone à Lyon), ces bars solidaires qui essaient non seulement de réunir des chrétiens, mais surtout de recréer du lien à travers la possibilité d'entrer dans un lieu accueillant pour tous. Au Comptoir de Cana, on a pris l'habitude des cafés suspendus et des planches suspendues.

Écologie

☞ Le Centre spirituel du Hautmont qui crée et accompagne des initiatives de lien social au cœur de la transformation écologique.

☞ Le centre d'étude et d'action sociale CEAS de la Pévèle, avec son potager participatif.

Étrangers, migrants et réfugiés

Les pastorales de la migration, des diocèses de Lille, Arras et Cambrai ont organisé hier après-midi Festi-migrants avec un forum des associations et une table ronde sur cette question.

☞ Agir en Weppes, qui accueille des familles de réfugiés depuis environ 5 ans. Elle nous a montré comment une action initiée par un couple sensibilisé s'est transformée en association qui a permis d'accueillir une centaine de personnes venant d'Irak.

☞ Le Valdocco, avec les sœurs salésiennes dans le quartier de Lille-sud, une association pour recréer du lien social dans ce quartier à travers l'aide aux devoirs et le renouveau du patronage.

☞ On pourrait ajouter une paroisse de notre diocèse qui a créé un béguinage de la Fraternité dans un presbytère paroissial où se déroulaient encore des activités de catéchèse et d'accueil paroissial et de préparations aux sacrements ; ce béguinage accueille maintenant une famille Rom et une famille de réfugiés irakiens. Ce sont trente à quarante personnes qui ont suivi depuis six ou sept ans ces deux familles. Je cite cette paroisse particulière parce que l'accueil de ces deux familles bien différentes dans la même maison est un peu atypique, mais beaucoup d'autres paroisses ont vécu de tels accueils.

☞ À Lille, par exemple, l'accueil des Mineurs non accompagnés est porté par la Pastorale des migrants et une dizaine de paroisses à tour de rôle, protestants et évangéliques.

Familles

☞ À la suite des deux synodes sur la famille (2014 et 2015) convoqués par le pape François, le texte *Amoris Laetitia* a engendré la création de Maisons d'Église ou de Maisons des familles, lieux d'accueil pour des familles en recherche d'aide, d'accompagnement, dans ce diocèse à Lille – quartier Humanité, éco-quartier dont il a été question aussi – à Roubaix, à Villeneuve d'Ascq, à Dunkerque. Elles sont vouées à l'accompagnement et l'accueil de familles.

♦ Les mouvements scouts travaillent aussi beaucoup sur ces thématiques d'intégration, de liens à

développer, de société à bâtir, d'avenir : ils sont plutôt florissants en cette époque et peuvent laisser bien augurer de la part des jeunes dans cette dynamique.

Interreligieux

☞ Depuis des années existe à Roubaix une association, d'initiative citoyenne, sous le nom de « Roubaix-espérance », qui rassemble des personnes et des responsables de religions différentes et d'engagements sociaux, associatifs, philosophiques variés, pour une connaissance mutuelle et un partage d'initiatives solidaires et favorables au lien social.

☞ Depuis trois ans, un rassemblement annuel, « Ensemble avec Marie », réunit des chrétiens et des musulmans au moment de la fête de l'Annonciation, à l'instar de ce qui se passe au Liban depuis une quinzaine d'années lors de cette fête mariale qui unit volontiers chrétiens et musulmans.

Tout cela, je le crois, est peut-être mal connu du grand public, mais se voit dans les quartiers. Et, je dois le dire, est en général assez bien connu des responsables politiques.

Extrapolation à partir d'un exemple

Est-il possible d'aller au-delà du simple expérimental, local ? Nous, chrétiens, ne sommes évidemment plus cette minorité de blocage, que Jérôme Fourquet rappelait hier matin, qui existait au début des années 1960. Et donc les pratiques que nous pouvons mettre en avant n'ont pas la visibilité et l'impact qu'elles auraient eues il y a 60 ans. Par ailleurs, quand on représente 35 % d'une population, on peut rester aisément entre soi, on a forcément sous la main tous les instruments d'une vie sociale complète. Quand on représente 5 % (les catholiques pratiquants), on sent davantage le besoin de sortir de son groupe, on a davantage besoin de recourir aux compétences des autres, sauf à penser que la seule richesse est entre soi et à préférer disparaître, ou devenir insignifiants.

De sorte que Jean Vanier disait, à propos de la dynamique de l'Arche – 154 communautés sur les 5 continents, 37 pays, 10 000 membres – que « small is beautiful ». Il signifiait par là que le nombre n'importe pas tant que cela, mais que cela n'empêche pas de porter du fruit. De fait, l'intuition du compagnonnage entre des personnes avec un handicap et des volontaires accompagnants a déjà été capable de susciter, sur ce modèle, d'autres formes de convivialité, de colocation entre des bénévoles et des personnes à la rue, ou des femmes rejetées de leur famille, femmes seules enceintes ou avec enfant, ou des personnes cérébraux-lésées, ou des personnes malades psychiques, et de plus en plus avec des personnes ou familles migrantes, ou réfugiées. Je citerais, entre autres, *Lazare, Marthe et Marie, Simon de Cyrène*.

D'autre part, il ne faut pas exclure que la sensibilité plus grande de nos sociétés à ces diverses exclusions vient aussi de cette forme nouvelle d'accueil inaugurée par Jean Vanier à partir de 1964. Non seulement les personnes handicapées peuvent être prises en charge dans la société, mais elles peuvent aussi être utiles à la société. L'Arche cherche désormais à ne pas vivre seulement une dynamique associative, mais à devenir une entreprise produisant du bien pour la société : le travail produit par les personnes handicapées apporte une valeur spécifique à reconnaître comme telle. Ajoutons encore que l'Arche, très peu de temps après sa fondation en France (5 ans), s'est exportée à l'étranger, en Inde, pour une première implantation. D'origine catholique, elle a donc été immédiatement confrontée à une question devenue désormais habituelle : quel sera le statut de la religion chrétienne et d'une communauté catholique dans cette réalité nouvelle de la rencontre des religions ? Ce n'est pas le lieu d'expliquer comment cette question est traitée dans les instances de gouvernance de l'Arche, mais je

pointe ce sujet, parce qu'il a trait au lien social qui peut être soit mis à mal, soit au contraire valorisé par le fait interreligieux.

XAVIER BERTRAND⁸

Il sera certainement plus facile, par les temps qui courent, de faire partager une inquiétude qu'une espérance. Je voudrais revenir sur le constat, l'inquiétude qui est mienne, et peut-être les façons de sortir du constat pour revenir au projet. Nous sommes très différents, mais peut-être que dans mes propos en tant qu'homme

politique, de droite, d'une droite gaulliste et sociale, vous ne trouverez pas les différences que nous aurions pu nous attendre à trouver il y a quelques mois ou quelques années.

Premier constat : la crise politique, la crise de confiance est terrible, comme rarement. Elle atteint des niveaux très élevés et pas seulement en France. Je voudrais revenir sur les propos tenus auparavant. Je ne suis pas anti-élite. Nous avons besoin des élites, intellectuelles, culturelles, économiques, politiques. Le fond du problème, au-delà de la constitution des équipes, est la déconnexion des élites. Je ne voudrais pas me tromper car le populisme n'est une voie pour personne et nulle part. Il ne faut pas tomber dans un discours anti-élite.

Le deuxième constat est que les mutations que nous allons continuer à connaître sont terribles, notamment la révolution du numérique dont nous n'avons encore pas vu grand-chose et qui aura des conséquences importantes sur le lien social mais aussi sur la relation au travail. Si nous ne prenons pas garde, nous aurons des sociétés sans travail et donc sans travailleurs. Il faudra m'expliquer comment on fait !

D'autre part, l'urgence climatique qui n'est en rien une fable ni un effet de mode. C'est un sujet que l'on connaît depuis longtemps, mais force est de constater que cela ne figurait pas en haut des agendas des politiques. Je fais partie de ceux qui ne veulent pas ironiser sur la jeune Greta Thunberg, même si on peut penser qu'il y a des fils invisibles derrière elle. Les jeunes disent à leurs parents et grands-parents : « Vous êtes des égoïstes, vous n'avez jamais rangé vos poubelles et nous devons grandir au milieu de ces poubelles. » La question n'est pas seulement la place et la part de la nature, c'est l'humanité sur cette terre qui est le fond du problème.

Enfin une crise des inégalités qui ne cesse de s'accroître, avec une différence. Pendant bien longtemps, on a défendu, vous avez défendu la cause des invisibles, mais ils n'étaient pas représentés sur les ronds-points, ils n'ont pas participé au grand débat et leur nombre ne cesse de croître. Au-delà des plans, même menés avec sincérité, nous voyons pertinemment qu'au niveau national, c'est compliqué d'agir. Qui est le plus à même d'agir et d'être efficace ? Le national ou le local ? Est-ce le public ou de nouveaux partenariats, en lien avec la société civile, les associations et les citoyens ? Cette crise des inégalités ne touche pas que ceux sont, qui ont peu, mais aussi ceux qui travaillent. Quand vous avez des salariés qui n'arrivent plus à s'en sortir, vous êtes dans un pays qui va dans le mur. Encore une fois, pas uniquement en France. Vous pouvez faire une extrapolation géographique avec le Brexit.

Pourquoi l'enjeu serait-il plus dramatique aujourd'hui qu'hier ? Parce que les peuples ont compris qu'ils pouvaient mettre un terme à cet ordre mal établi : soit par les élections en votant pour les extrêmes, soit par la contestation quand ce n'est pas une forme de légitimation de la violence. Ceux qui

8 Xavier Bertrand est président de la région Hauts-de-France.

étaient si loin de tout et qui avaient si peu ont longtemps pensé que, parce qu'ils avaient peu, ils avaient peu de moyens d'agir. Mais à partir du moment où les catégories populaires et les classes moyennes s'autorisent à se servir du jeu démocratique, si ce jeu démocratique présente des limites, c'est la contestation et la violence qui peuvent l'emporter. J'avancerai l'idée que derrière cela, au-delà des conditions qui sont les leurs, c'est la question fondamentale de leurs enfants et leurs petits-enfants qui se pose. Ils ne veulent pas que leur descendance vive les mêmes difficultés qu'eux, sans oublier le phénomène du déclassement. Vous ne pouvez pas mettre de côté le fait qu'en France il faut six générations pour changer de catégorie sociale (à la hausse). Il n'y a que la Hongrie qui soit plus mal placée que nous, avec sept générations. C'est d'autant plus choquant que cela n'a pas toujours été le cas. Il fut des époques où changer de catégorie sociale (au-delà de l'origine sociale, de l'éducation, de la formation) était beaucoup plus facile. C'est l'un des fondamentaux du malaise français.

Je voudrais vous proposer une forme de double lecture. Si nous voulons reconnecter les Français à un projet qui ait du sens et qui redonne confiance, cela passe en premier lieu par une dimension matérielle. Vous pouvez parler de la fin du monde ou des perspectives, vous ne serez pas écoutés si vous n'avez pas de réponses concrètes aux difficultés de fin de mois. Je ne déconnecte pas l'un de l'autre. Il faut d'abord aider concrètement, en termes de pouvoir d'achat et de niveau de vie, nos concitoyens. Nous avons besoin de premiers de cordée, mais ils ne sont pas prioritaires. La priorité est de reconnecter la société, de retisser des liens qui ne soient pas si invisibles que cela.

J'en parle, mais qu'est-ce que je fais ? Le conseil régional est investi de trois compétences selon la loi NOTRe (loi pour une nouvelle organisation territoriale de la République : l'économie, l'emploi et la formation, les transports et les lycées). Mais même si je ne suis pas l'État, il y a possibilité de retisser des liens. Quand j'ai décidé de mettre en place une aide au transport, en prenant en charge une partie des frais assumés par les salariés modestes gagnant moins de deux Smic, c'est une façon de ne plus être dans le discours sur la valeur travail mais d'aider concrètement. Nous faisons la même chose concernant la garde d'enfants de ceux qui travaillent. Quand nous mettons des voitures, pour 2 € par jour, à disposition des chômeurs qui n'en ont plus et qui en ont besoin pour trouver du travail, c'est aussi une façon de reconnecter et de tendre la main. Même chose avec Proch'emploi, grâce auquel plus de 15 000 personnes sont sorties du chômage, et avec les formations. Est-ce vraiment le rôle d'un président de région que d'apporter des aides de 20-30 €, notamment pour les familles monoparentales ? On pourra me dire que mon rôle est plutôt de préparer l'avenir de la région, ce que je fais, mais sans toujours être audible. Quand je me bats pour le canal Seine-Nord-Europe, d'un montant de 5 milliards d'euros, synonyme de 30 000 emplois, personne n'y croit parce que ce n'est pas encore concret. Si vous n'aidez pas à faire face aux difficultés de fin de mois, vous n'êtes pas audible et pas légitime pour parler de la suite. Vous ne pouvez pas envisager l'un sans l'autre. Nous avons un budget de 3,4 milliards et des contraintes budgétaires, il y a une possibilité, des chemins. Le slogan « quand on veut, on peut » peut sembler réducteur, mais si je n'avais pas la possibilité d'agir, je ne serais plus dans l'engagement politique mais dans l'associatif probablement. J'essaie de réveiller ceux qui nous dirigent, à différents niveaux, de façon à indiquer que nous sommes dans une course de vitesse mais que c'est possible. L'avantage dans l'action publique, et pas seulement politique, c'est que, même quand il est tard, il n'est jamais trop tard. Cela demande simplement plus d'énergie, de moyens, d'innovation. C'est pourquoi bien souvent, dans les élections, les Français choisissent toujours l'espérance, la perspective, pour eux, mais surtout pour leurs enfants et petits-enfants.

Nous devons trouver les biais par l'innovation, par une approche peut-être moins césarienne, jupitérienne et verticale. Quand j'étais ministre, j'avais tendance à vouloir bousculer les choses. Mais cet adage qui dit qu'il y en a plus dans deux têtes que dans une n'est pas une fable et cela permet de s'améliorer. Je ne suis peut-être pas le responsable ayant l'image la plus verte de la planète politique mais, quand vous avez des enfants, vous comprenez. Vous comprenez qu'il faut agir vite, vous essayez juste de déterminer comment vous pouvez être le plus efficace. Redonner du sens, en n'oubliant pas que si nous vivons cette perte de sens, ce n'est pas uniquement en raison des difficultés matérielles, mais parce que nous avons perdu sur la question de la transmission, autrefois assurée par les familles, les parents, les grands-parents. Je suis persuadé que nous devrions mieux faire la différence entre l'instruction, qui est l'affaire de l'école, et l'éducation, qui est l'affaire de la famille. On a tendance à faire une confusion des genres bien regrettable. Il faudrait que des institutions aient davantage leur place. Nous ne réussirons pas si nous ne plaçons pas nombre de familles face à leurs responsabilités, même si certaines doivent être aidées.

C'est aussi partager ce qu'ont été des gloires passées et des douleurs passées. Nous avons un problème pour assumer notre histoire et y faire face. Sur l'océan de la mondialisation, il n'y a pas que le bateau anglo-saxon qui s'en sortira. Certains ne croient qu'à ce bateau parce qu'il est plus agile sur l'océan de la mondialisation, mais il emporte beaucoup moins de monde. J'ai la faiblesse de croire au modèle français, qui est le fruit des Lumières et aussi de ce qu'a été le Conseil national de la résistance à une époque où on savait parler et incarner l'intérêt général, ainsi que l'intérêt national. Au-delà des différences, il convient de s'appuyer sur les fondations de quelque chose de très important qui s'appelle la maison France, et de voir quelle place les Français peuvent occuper à l'intérieur. Ce modèle peut être soutenable financièrement, contrairement à ce que certains disent, mais il ne faut pas oublier que derrière cela, la devise républicaine, certes écrite sur les frontons de toutes les mairies, est trop virtuelle pour nombre de nos concitoyens. Je suis à la tête d'une région où j'ai Lille qui va plutôt bien mais aussi Maubeuge qui va moins bien. Je suis le président de tous et je n'ai pas à choisir. C'est ce modèle français qui peut, à mon avis, redonner du sens et restituer la confiance.

CLEMENS LADENBURGER⁹

Vous m'avez demandé un petit clin d'œil allemand, un rapport d'étonnement. Je veux rendre avant tout un rapport de gratitude et de convergence, gratitude pour cette journée que j'ai vécue avec vous, qui s'insère dans le contexte de plus de 15 ans de collaboration et de complicité entre les Semaines sociales et le Comité central des catholiques allemands dont je suis membre. Je me suis mis à l'écoute tout au long de la journée, depuis la messe et deux des tables inspirantes auxquelles j'ai participé. Je veux exprimer ma gratitude pour ce chemin que nous faisons ensemble. Je me permets une petite parenthèse. Vous savez peut-être que les catholiques en Allemagne entament maintenant le chemin synodal que nous allons ensemble, évêques et laïcs, organiser. Nous aurons besoin de votre constante attention, de votre suivi et de vos prières pour ce chemin, qui est nécessaire pour l'Église en Allemagne, mais qui peut peut-être porter fruit au-delà de l'Église allemande. Je me réjouis d'avoir appris aujourd'hui qu'il y a une perspective d'avoir vos représentants comme observateurs dans ce chemin.

9 Clemens Ladenburger est membre du ZdK (Comité central des catholiques allemands).

Etonnement ou convergence ? Sur un plan superficiel, je pourrais venir avec quelques étonnements depuis l'Allemagne, à commencer par ce qui s'est passé après l'incendie de Notre-Dame, cette réaction des Français. Nous nous sommes demandé quel bâtiment en Allemagne pourrait brûler et susciter la même réaction. Nous avons eu tout au long de cette année quelques étonnements avec la crise des gilets jaunes, car nous n'avons pas vécu une crise de défiance comparable vis-à-vis d'un système politique. Les Allemands sentent probablement moins fort la déconnexion des élites. Sur un plan superficiel, l'Allemagne a vécu 10 ans de prospérité, des centaines de milliers de postes de travail ont été créés, il n'y a pas de problème de chômage, mais c'est la superficie.

Avec les tables inspirantes, j'ai découvert vos discussions sur ces travailleurs du soin, leurs souffrances, leurs problèmes. Au Comité central, nous avons récemment fait un rapport à ce sujet, les soins en Allemagne, avec des recommandations concrètes similaires à ce qui a été évoqué ce matin. J'ai aussi assisté à une table inspirante sur le système d'éducation. Même si on dit du bien du système allemand, il n'en reste pas moins qu'il ne parvient pas à surmonter les inégalités dans la société. Dernier point : il nous reste un défi qui nous durera encore de longues années, c'est la fracture entre l'Est et l'Ouest de notre pays. Il y a certainement le sentiment répandu à l'Est de ne pas être pris complètement au sérieux. La chancelière Merkel soulignait elle-même qu'il faudrait peut-être 50 ans pour surmonter le fossé. On se rend compte petit à petit des raisons profondes, culturelles, économiques, le dépaysement dans certaines régions de l'est, l'exode massif, mais aussi les différences culturelles, la méfiance implantée chez beaucoup de nos compatriotes vis-à-vis de tout ce qui est média, opinion publique. Cela peut nous enseigner quelque chose sur comment nous allons vivre ensemble en Europe plus globalement, entre « anciens » et « nouveaux » Etats membres de l'Union européenne, parce que les phénomènes sont similaires.

Pour conclure, j'ai beaucoup aimé ce que Nathalie Sarthou-Lajus a dit sur le devoir de considération, de tolérance. Notre ancien président de la République vient de publier un livre, *Tolérance, simplement difficile*, où il traite précisément de ce sujet. Effectivement, nous essayons d'avoir plus de tolérance dans la société, mais nous n'avons pas nécessairement plus de tolérance à l'intérieur de nos groupes respectifs. Entre autres, l'Église peut être un lieu où pratiquer et garder la tolérance dans une communauté qui rassemble des hommes et des femmes venant de groupes très différents. Cela me ramène au chemin synodal. Nous devons faire l'effort de garder ou de regagner la tolérance entre nous-mêmes, les catholiques en Allemagne, pour pouvoir porter à nouveau un message d'espoir et d'aide à la société. constructive à la société.